



N° 017-2020

PROLONGATION ARRETE D'OCCUPATION DES SOLS

Nous, Jean-Marie LUBRET, Maire de Fruges,
Vu le code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses
Article L.2211-1, L2112-1, L2213-1, L2213-6 et suivants,
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques
Vu le Code de la route,
Vu le Code de Voiries publiques,
Vu les lois et instructions sur les voiries publiques,
Vu le Code pénal,
Vu le Règlement Sanitaire Départemental,
Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 25 mars 2011
adoptant les droits de voirie.

Vu la demande de prolongation en date du 18 mai 2020, formulée par la SAS BOULET
Bâtiment, demeurant Hameau de Senecoville 62310 AZINCOURT, agissant dans le
cadre des travaux de façade du 18 mai 2020 au 31 mai 2020 sur le bien situé rue du
Paradis au Centre Scolaire Privé à FRUGES (62).

Considérant qu'il importe de réglementer la circulation à l'intérieur de la
commune,

ARRETE :

Article 1^{er} :

Est autorisée, dans le cadre des travaux de façade du 18/05/2020 au 31/05/2020, à
édifier un échafaudage au droit dudit immeuble, sur une emprise de 02 mètres de
largeur maximum sur 8 mètres environ de longueur maximum.

.../...

Article 2 :

Le pétitionnaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour la sécurité des automobilistes et des piétons pendant la durée d'occupation du domaine public, à savoir :

- L'échafaudage sera protégé par platelage et filets
- Protection de l'échafaudage et son éclairage de nuit.

Article 3 :

Le stationnement des véhicules est autorisé pour la durée des travaux.

Article 4 :

Afin de préserver la sécurité des travailleurs, des piétons et des biens, tout véhicule irrégulièrement stationné dans la zone réglementée par le présent arrêté ou gênant le déroulement du chantier, ou présentant un risque pour lui-même pourra être mis en fourrière.

Article 5 :

La signalisation temporaire modifiant le stationnement des véhicules sera mise en place par les soins de l'intervenant de façon très apparente, conformément à la législation en vigueur, notamment l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 - 87^{ème} partie / Signalisation temporaire)
Approuvée par l'Arrêté interministérielle du 6 Novembre 1992 et modifiée par les textes subséquents.

Article 6 :

En prévision de modifications éventuelles, Monsieur le Commandant de Gendarmerie, Monsieur le responsable de la Police Municipale, auront le droit de prendre toutes dispositions imposées par la circonstance, ceci au mieux des nécessités de sécurité et de circulation. La main courante de la gendarmerie fera mention de ces modifications.

Article 7 :

Le bénéficiaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Article 8 :

La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle ne peut être ni cédée, ni louée, ni prêtée.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle pourra être retirée à tout moment notamment en cas de non paiement des droits fixés à l'article 9.

Article 9 :

Le bénéficiaire devra s'acquitter d'un paiement auprès de la trésorerie de Fruges. Un titre de 48 € sera émis à cet effet par la commune.

(Correspondant à l'occupation de 8 mètres linéaires/ 2 semaines / 3 € du mètre linéaire), conformément à la délibération du Conseil Municipal du 23 mars 2011 fixant les tarifs d'occupation du domaine public.

Article 10 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 11 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Marie,
Monsieur le Directeur des Services Technique Municipaux,
Monsieur le Commandant de Gendarmerie,
Monsieur le responsable de la Police Municipale,
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et affiché.

Fait à Fruges, le 18 mai 2020

LE MAIRE,



Jean-Marie LUBRET